

SAUVER LE DARFOUR, SLD

06 16 01 73 40

www.sauverledarfour.org***SAUVER LE DARFOUR, SLD***

Au Darfour l'enfer brûle toujours. Ni les accords de paix, ni le renforcement des contingents de l'Union Africaine¹, ni le vote d'une énième résolution onusienne n'ont mis fin au drame humanitaire qui s'y déroule.

Le conflit se perpétue donc au rythme effroyable de 10 000 morts par mois. Pire, l'été est une période de pluies torrentielles propice au choléra et aux épidémies. Or, ces trois derniers mois, les travailleurs humanitaires ont été la cible de violences sans précédent (12 d'entre eux ont été tués), tandis que trois millions de personnes dépendent de l'aide internationale au Darfour.



Laissant présager un insoutenable accroissement des massacres, le gouvernement soudanais a envoyé plus de 10 000 soldats à la frontière du Darfour tout en exigeant le départ des troupes de l'Union Africaine. Le Président du Soudan Omar el-Bechir défie, quant à lui, la communauté

internationale en proférant des menaces à l'égard de toutes forces de l'ONU, s'il s'avérait qu'elles fussent déployées. **La mort des populations du Darfour n'est pas une fatalité, preuve en est la lueur d'espoir venue de l'action diplomatique conjuguée des Etats-Unis et de l'Angleterre en faveur du déploiement de Casques bleus.** Le vote, le 31 août 2006, de la résolution 1706 prévoit enfin le transfert à l'ONU des missions de l'Union Africaine au Darfour et le déploiement de quelques 17.000 Casques bleus. La subordination de l'envoi de Casques bleus à l'accord de Khartoum risque bien de laisser cette résolution comme les précédentes : un vœu pieu.

La position de la France a pour sa part connu un infléchissement puisque le ministre des Affaires étrangères a estimé qu'il s'agissait bien d'un génocide et de New York, monsieur Nicolas Sarkozy a estimé qu'il était urgent d'agir au Darfour. Intéressantes déclarations de bonnes intentions...

L'association Sauver Le Darfour, SLD www.sauverledarfour.org continue à interpellier l'ensemble des candidats à la présidence de la République française sur leur future politique pour le Darfour. Aujourd'hui, *Sauver Le Darfour* demande aux candidats à la présidentielle et aux partis politiques français de **reconnaître le caractère génocidaire des atrocités commises au Darfour** et aux pouvoirs publics de prendre, comme pour le Liban, **l'initiative d'une nouvelle résolution autorisant l'usage de "mesures coercitives" et organisant le déploiement de Casques bleus au Darfour sans le consentement du régime « a-démocratique » de Khartoum².**

*Corps d'un adolescent de Jijira Addi Abbe
par Marcus Bleasdale*



Depuis un mois de nombreux comités ont été créés et des initiatives sont d'ores et déjà prévues à : Avignon, Dijon, Fédération de Paris, Fédération 92, Fédération 94, Lyon, Montpellier, Toulouse... Pour créer un comité ou vous investir dans un comité déjà existant n'hésitez pas à nous contacter : **contact@sauverledarfour.org**

Sur le site Web *Sauver Le Darfour, SLD*, vous retrouverez plusieurs interviews de notre équipe relative à la récente dégradation de la situation au Darfour, plusieurs films vidéos et articles d'analyse, ainsi que le

message de soutien du club de supporters du PSG « *Planète PSG* » à la cause du Darfour et à notre association. Si vous voulez agir concrètement pour le Darfour rejoignez *Sauver Le Darfour, SLD* (l'adhésion est à 20 Euros) et bien sûr signez notre appel.

Mahor CHICHE
Président de Sauver Le Darfour, SLD

¹ - 4000 soldats supplémentaires, en plus des 7000 soldats déjà présents.

² - Ce régime issu d'un coup d'Etat n'a recueilli que 10 % des voix soudanaises.

Darfour : c'est au monde de convaincre le gouvernement soudanais

Extrait d'une Interview exclusive de M. Koffi Anan, 23 septembre 2006, Le Figaro

« J'ai tenté à diverses reprises de [convaincre le gouvernement soudanais] et de dissiper les malentendus ou les mythes. En public et en privé, j'ai mis l'accent sur la situation humanitaire et fait appel au bon sens pragmatique du gouvernement.

*Mais ma voix n'a pas suffi. **Les citoyens et les gouvernements doivent se faire entendre.** Quiconque, en Afrique ou au-delà, est en mesure d'influencer le gouvernement soudanais doit le faire sans délai.*

*Le Conseil de sécurité, et en particulier ses cinq membres permanents – Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie – assument une responsabilité particulière et doivent faire en sorte **que le message à l'adresse du gouvernement soudanais soit fort, clair et uniforme.** Mais chaque voix fait une différence ; la responsabilité est donc partagée entre nous tous. J'exhorte chacun à joindre sa voix à la mienne et à demander au gouvernement soudanais d'embrasser l'esprit de la résolution du Conseil de sécurité, de donner son consentement à la transition et de poursuivre le processus politique avec une énergie et une détermination nouvelle.*



*Il ne peut y avoir de solution militaire à la crise du Darfour. Toutes les parties auraient dû comprendre maintenant, après tant de morts et de destructions, que **seul un accord politique, auquel participeraient***

pleinement toutes les parties concernées, peut apporter une paix réelle à la région.

Il y a douze ans, l'ONU et le monde ont failli à leurs obligations à l'égard du peuple rwandais à un moment de détresse. Pouvons-nous maintenant, en toute conscience, assister, passifs et indifférents, à la tragédie qui s'aggrave au Darfour ? »

La position de Monsieur Tony Blair, Premier Ministre anglais



« La situation au Darfour est totalement inacceptable. Le regain de violence au Nord du Darfour entre les groupes rebelles et les forces armées soudanaises a encore obligé 50 000 personnes à fuir leurs demeures, élevant ainsi le nombre de déplacés à 1,9 millions. Les actes de violence envers les femmes continuent à un rythme soutenu, un rapport d'ONG révèle que 200 viols ont eu lieu au sein d'un même camp.

Ce sont environ 3 millions de personnes au Darfour qui dépendent aujourd'hui de l'aide internationale pour la nourriture et les produits de base. À cause des combats, près de 500 000 personnes ne peuvent bénéficier de cette aide. La Journée Mondiale du 17 septembre 2006 pour le Darfour l'a démontré, il est urgent que les parties au conflit et la communauté internationale réagissent si nous voulons trouver une nouvelle solution définitive. Le Soudan demeurera une priorité de mon action politique »³.

³ - Texte traduit par Marie Le Bail.

Résolution 1706: priver le diable de l'enfer avec son consentement

La résolution 1706 votée par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 31 août 2006, prévoit d'étendre la mission de l'ONU (la MINUS⁴) du sud Soudan, à l'ouest du pays, au Darfour.

Cette force passerait ainsi de 12273 à 17300 Casques bleus auxquels viendraient



s'ajouter 3300 policiers.

Cette résolution adoptée en vertu du Chapitre VII de la charte des Nations Unies assure aux futurs Casques bleus **le droit d'utiliser la force en cas de « menace contre la paix »**.

Cependant, cette résolution espère toujours vainement le consentement du régime de Khartoum au déploiement de cette force ; elle dispose : « *le déploiement des Casques bleus sera fondé sur un accord avec le gouvernement soudanais* ».

C'est encore une fois l'acceptation par avance des conditions de l'Etat soudanais au nom du sacro-saint principe de la souveraineté de l'Etat, sujet de droit international, qui bloque tout espoir de solution au conflit.

Le respect de la souveraineté nationale ne doit pas laisser nos démocraties accepter l'inacceptable !

Khartoum est une dictature (née d'un coup d'Etat) qui n'a que faire de la légalité internationale.

Au lendemain, de l'adoption de cette résolution, le gouverneur du Darfour Nord a récusé cette résolution en indiquant qu'elle manque de légitimité et de crédibilité. Le Vice-président soudanais l'a, pour sa part, immédiatement qualifiée d'illégale.

Les chances d'obtenir un consentement de Khartoum au déploiement d'une force de paix internationale se mesurent à l'aune de la déclaration du Président soudanais Omar el Beschir : « ***nous ne confierons jamais le Darfour à des forces internationales qui n'apprécieront jamais d'être venues dans une région qui deviendra leur tombe*** »⁵.

Le régime de Khartoum clame donc sempiternellement la même rengaine pour s'octroyer l'impunité de la communauté internationale, quant à la mort de 300 000 âmes et les 3 millions de réfugiés et de déplacés du Darfour.

Néanmoins, les menaces d'Omar el Beschir visent mal à dissimuler l'impuissance d'une armée soudanaise à la maigre artillerie en cas d'intervention des Casques bleus au Darfour. L'armée soudanaise n'est pas l'armée irakienne !

D'autant plus que, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan après avoir déclaré que « *le Darfour, c'est l'enfer sur terre* » en a officiellement désigné le diable : le gouvernement soudanais.

Il a ainsi en déclaré que ses membres pourraient « *être tenus collectivement et individuellement responsables de ce qui pourrait arriver à la population du Darfour* ».

Le 15 mai 2006, le Procureur de la Cour Pénale Internationale a reconnu l'existence de « massacres à grande échelle » au Darfour ; les dirigeants soudanais complices des atrocités pourraient donc bien devoir rendre des comptes aux victimes devant la justice internationale.

Face au « diable », la communauté internationale se doit donc d'être ferme sur ses principes universels.

⁴ - Mission des Nations Unies au Soudan.

⁵ - Déclaration rapportée le 28 juillet 2006 par l'agence de presse officielle soudanaise.

Etre la patrie des droits de l'homme au Darfour

Cet été, à l'ONU, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont démontré leur détermination à faire cesser le génocide au Darfour par l'envoi d'une force onusienne seule capable d'assurer efficacement la protection des populations civiles du Darfour.

En effet, le 31 août 2006 un nouveau projet de résolution américano-britannique a été adopté au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette résolution, qui prévoit le remplacement de la force de l'Union Africaine par une mission des Nations Unies établie en vertu du chapitre VII de la Charte, va dans le bon sens.

Cependant, l'application de cette résolution invite toujours *« au consentement des autorités soudanaises »*. A ce jour, le gouvernement américain est le seul des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à considérer que cette résolution autorise l'ONU à passer outre le refus de Khartoum pour le déploiement d'une force de paix internationale.

En France, l'interprétation de cette résolution a donné lieu à des cafouillages. Le porte parole du Ministère des Affaires Etrangères français, Jean Baptiste Mattéi, a déclaré vouloir *« que cette mission se mette en place avec le consentement du gouvernement soudanais »*. Pour sa part, le Ministre des Affaires Etrangères monsieur Douste Blazy a employé, lors d'une interview accordée à RMC le 6 septembre 2006, le terme de *« génocide »* pour décrire les événements qui ont lieu actuellement au Darfour ce qui semblait traduire une inflexion de la position française.

Peu de temps après on a pu lire, dans l'hebdomadaire *Marianne*, que les services du ministère des affaires étrangères niaient le sens juridique de cette position pour la qualifier de simple *« sensibilité politique »*.

Evidemment, la reconnaissance du caractère génocidaire des atrocités commises emporterait pour les Nations-Unies l'obligation d'y envoyer les Casques bleus sans l'aval du régime soudanais.

Pour sa part, monsieur Nicolas Sarkozy donna un commencement de réponse à l'interpellation de notre association (publiée dans *Libération* du 4 août 2006) sur ce qu'il compte faire pour le Darfour s'il est élu en 2007 en déclarant lors de son voyage à Washington : *« il y a maintenant urgence à agir pour que le Darfour ne reste pas une page honteuse de notre histoire parce que notre indifférence, notre aveuglement, notre manque de courage ou un peu de tout cela à la fois, nous aurait fait détourné le regard du premier crime contre l'humanité du XXI^{ème} siècle »*.

Si cette déclaration est louable dans ses intentions, elle n'entraîne pas l'action prônée en refusant toujours de qualifier la situation au Darfour de : GENOCIDE ! Contrairement à la classe politique américaine, les décideurs politiques français demeurent donc timorés face à l'idée de fermeté à l'égard du régime de Khartoum. Il est plus que regrettable que le débat sur la réalité du génocide demeure tabou en France.

Pire, le Président de la République Jacques Chirac a fait à l'assemblée générale de l'ONU le 19 septembre 2006 un appel au Président soudanais pour accepter les soldats de la paix, cette déclaration confine la France dans **cette impasse diplomatique qu'est l'obtention de l'accord du coupable du génocide.**

La communauté internationale ne peut laisser perdurer inexorablement le génocide au Darfour sans trahir les principes du droit international érigés depuis 1948. La France doit prendre l'initiative d'un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies pour passer outre le refus de Khartoum d'accepter les Casques bleus en vertu de l'article 42 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, comme elle l'a déjà fait pour le Liban.

Ce n'est qu'à ce prix que la France pourra retrouver auprès de l'Afrique et plus particulièrement du Darfour l'assurance d'être la patrie des droits de l'homme.



Déjà testée au Rwanda,
l'indifférence ça marche
aussi au Darfour

(10 000 morts par mois)

Darfour

l'attendons pas
qu'il n'y ait plus de Darfour
pour agir.

La Ligue des États arabes a offert un soutien financier crucial à la mission de l'Union Africaine au Darfour, tout en déclarant que : « *la MUAS (présente au sud Soudan) devrait maintenir sa présence jusqu'à la fin de l'année* ».

Photo de l'AFP, un Janjawid



Le maintien de l'Union Africaine au Darfour une bonne nouvelle ?

Le mandat actuel de l'Union Africaine devait s'achever le 30 septembre et risquait, de l'avis de tous, d'accélérer les destructions. Après d'âpres négociations, la mission de l'Union Africaine a finalement été prorogée jusqu'au 31 décembre 2006. Mais est-ce vraiment une bonne nouvelle pour les darfouriens ? Ce renforcement est-il synonyme de répit dans les combats ?

Selon monsieur le ministre Nicolas Sarkozy : « *La force mise en place par l'Union Africaine et soutenue par l'Union européenne et l'OTAN a marqué **une avancée significative dans le traitement par les Africains des problèmes de leur continent.** Cette appropriation est essentielle, et c'est le rôle des Européens et de la communauté internationale que de la favoriser. Mais il ne faut pas non plus se voiler la face. **Au Darfour, le nombre insuffisant de soldats déployés et leur manque de moyens, malgré l'aide reçue, n'ont pas permis d'enrayer le cycle de la violence.** Il ne s'agit pas ici de mettre en accusation les Casques blancs de l'Union Africaine : ils ont fait un travail remarquable avec les moyens qui étaient les leurs. Mais ces moyens étaient insuffisants et la communauté internationale a aujourd'hui le devoir de les aider à les renforcer* ».

Depuis juin 2004, 7 000 soldats de la mission de l'Union africaine, sous-équipés, sont cantonnés à un rôle difficile de simples observateurs dans une région grande comme la France. Le constat est éloquent, le temps du remplacement des casques blancs par les casques bleus est venu, car il n'y a rien à attendre du régime dictatorial de Khartoum.

Alors que l'action de l'ONU (*Mission des Nations unies au Soudan MINUS*) au sud du Soudan paraît efficace, l'efficacité de l'Union Africaine au Darfour est complètement illusoire.

Le renforcement des forces de l'Union Africaine (4000 soldats supplémentaires venus du Nigeria, du Rwanda, d'Afrique du sud et du Sénégal) est trop tardif pour rassurer les populations persécutées.

Pendant ces négociations de dernières minutes, les attaques et le non acheminement de l'aide internationale se poursuivent.

Seule une force internationale ayant le pouvoir d'appliquer des « mesures coercitives » pourra permettre de rétablir durablement la paix, la stabilité et la démocratie au Soudan.

Massacrez les tous ou affamez-les !

Au Darfour, les pluies diluviennes de l'été constituent un lit pour la propagation des épidémies (en particulier du choléra) et affament les populations en attendant les moissons de l'automne.

Durant cette saison, l'aide alimentaire y est plus que jamais salvatrice pour ces populations. Malheureusement, cet été (juin, juillet, août 2006), la violence a privé au Darfour 355 000 personnes de toute aide alimentaire⁶.

En effet, dans ce conflit, Khartoum n'épargne nullement les organisations humanitaires.

12 travailleurs humanitaires sont morts depuis le mois de mai 2006 soit plus qu'en trois ans de guerre au Darfour.

- La situation humanitaire s'aggrave :

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'alarme : « *le manque de sécurité des travailleurs humanitaires dans la région nous inquiète de plus en plus, nos véhicules sont devenus la cible d'attaques* ».

Selon Jan Egeland, coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU, d'un point de vue global le climat d'insécurité et d'impunité au Darfour est tel que les organisations humanitaires sont « *très proches* » de quitter la région.

Or, trois millions de personnes dépendent de l'aide internationale au Darfour pour recevoir de la nourriture, un toit ou des soins médicaux.

Par son attitude répressive, le régime de Khartoum souhaite provoquer le départ des organisations humanitaires pour transformer le Darfour en un enfer de malnutrition et de maladies.

Les conséquences des massacres pour les populations civiles (problèmes d'acheminement de l'eau, des soins...)

⁶ -Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

risquent bien d'être pires que les meurtres de masse !



- Les violations du droit international se poursuivent :

De plus, en violation des zones aériennes sous protection internationale, depuis le 28 août 2006, la région de Kulkul, dans le nord du Darfour, est en proie à des bombardements aériens et à des attaques au sol menées conjointement par les soldats soudanais et les miliciens janjaweds.

Durant l'été des exécutions sommaires, des actes de tortures et des viols ont été commis en grand nombre dans les territoires conquis par l'armée.

L'effroyable témoignage de Jan Egeland le prouve : « *meurtres de masses, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, nettoyage ethnique : c'est manifeste sur le terrain* ».

Ainsi, l'ensemble des événements de cet été concorde à dire que la résolution 1706 a eu un double effet pervers : sous la menace de l'intervention proche des Casques bleus au Darfour, Khartoum escompte s'adonner à un «dernier grand nettoyage», tandis que nos citoyens pensent que la fin du conflit au Darfour a été obtenue.

Comité de rédaction :

***Benjamin Altmann, Mahor Chiche,
Aymeric Duvoisin, Serge Farnel,
Marie Le Bail, Amadou Zongo.***

Interview du Président de SLD, La grande époque¹, 19 septembre 2006.

La Grande Époque (LGÉ) : Le conflit au Darfour se poursuit, le retrait des troupes de l'Union africaine se profile dans les prochains jours, quel bilan peut-on établir de la situation actuelle?

Mahor Chiche (M. C.) : Depuis 2003, le nombre de civils tués dépasse les 300 000, le nombre de déplacés à l'intérieur des frontières et de réfugiés au Tchad avoisine les 3 millions. Un accord de paix a certes été signé, mais sans réelle efficacité sur le terrain. Les autorités de Khartoum préparent actuellement une vaste offensive contre les rebelles du Darfour qui ont refusé de signer l'accord de paix. Qui plus est, cet été a par exemple été l'un des plus meurtriers pour les travailleurs humanitaires.

L'Union africaine qui est présente sur place s'est montrée incapable de faire régner la



AFP PHOTO

paix au Darfour et a demandé à l'ONU d'y envoyer les Casques bleus à l'expiration de son mandat le 30 septembre. Ce départ risque d'augmenter l'intensité des combats.

Aussi l'ONU a voté la résolution 1706 prévoyant l'extension au Darfour de la Mission des Nations Unies au sud Soudan, mais cette résolution demeure insuffisante parce que sa mise en œuvre est soumise au consentement du gouvernement soudanais, coupable du génocide.

LGÉ : Quel est concrètement le rôle d'une association comme la vôtre? Vous voulez sensibiliser le grand public au conflit, mais en avez-vous vraiment les moyens ?

M. C. : *Sauver Le Darfour* fait un travail pédagogique d'explication du conflit <http://www.sauverledarfour.org> et alerte l'opinion publique sur le génocide en cours au Darfour.

Nous avons aussi pour mission d'interpeller les pouvoirs publics et la communauté internationale sur l'urgence à agir. Nous avons par exemple publié des affichettes dans le quotidien national français *Libération* interrogeant les candidats à la Présidence de la République de 2007 sur ce qu'ils comptent faire pour le Darfour. Nous avons des contacts sur place avec des militants des droits de l'homme, des travailleurs humanitaires et certains reporters.

LGÉ : Le Qatar, la Russie et la Chine, qui a investi dans le pétrole soudanais, n'ont pas voté les renforts des forces onusiennes. Pourtant le Congrès américain a osé parler de «génocide» sans pour autant que ce terme ne soit repris par le Conseil de sécurité. Pourquoi une telle divergence de points de vue?

M. C. : Depuis longtemps, les États-Unis estiment qu'au Darfour se déroule un génocide. Mais la reconnaissance d'un génocide par le Conseil de sécurité des Nations Unies impliquerait, en vertu de la Charte des Nations Unies, l'obligation d'envoyer les Casques bleus au Darfour sans l'accord du gouvernement soudanais. Or, la Russie et la Chine, membres permanents, qui fournissent les armes de la guerre au Darfour, ne souhaitent pas entraver leurs relations commerciales avec le Soudan en outrepassant l'accord de Khartoum. D'autant plus que 8 % des importations pétrolières chinoises proviennent du Soudan.

Le 6 août 2006, la France – par la voix de son ministre des Affaires étrangères, M.

Douste-Blazy – a fait un grand pas en faveur d'une intervention onusienne en reconnaissant à son tour qu'un génocide était en cours au Darfour.

LGÉ : Le haut commissaire des Nations Unies annonce une imminente catastrophe humanitaire, les réfugiés se comptent en millions, sans compter le nombre de victimes civiles. Peut-on se permettre de faire un parallèle avec ce qui s'est passé au Rwanda ?

M. C. : La situation humanitaire est grave y compris dans les camps de réfugiés, sans compter que l'arrivée de la saison des pluies est favorable aux épidémies comme le choléra. Le silence médiatique et l'indifférence citoyenne sur le génocide au Darfour sont comparables à ceux du Rwanda. Il est d'autant plus blâmable que s'il dura trois mois au Rwanda il perdure depuis trois ans et demi au Darfour.



Au Darfour, les médias faillissent plus que jamais à leur mission d'information. Il convient tout de même de préciser que ce silence est organisé par Khartoum qui fait régner la terreur envers les journalistes qui se rendent au Darfour.

LGÉ : Comment une association comme la vôtre peut-elle peser face aux intérêts des plus grandes puissances mondiales ?

M. C. : La diplomatie française qui a pris une initiative pour le Liban doit désormais en prendre une pour le Darfour. Une force de protection des populations civiles du Darfour doit être déployée sans avoir à obtenir le consentement de Khartoum. La qualification de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre devrait suffire à outrepasser cette aberration et impasse diplomatique qui permettent la perpétuation du génocide au Darfour.

Le rôle de «*Sauver Le Darfour*» est d'infléchir les positions diplomatiques par des mouvements citoyens pour peser sur les futures décisions des grandes puissances.



À cet effet, nous nous fixons pour objectif de former des centaines de comités locaux de notre association partout en France et en Europe afin d'être en mesure très prochainement de faire connaître au plus grand nombre la tragédie du Darfour, d'interpeller nos élus, les institutions européennes et internationales, de créer enfin une puissante base populaire permettant de donner force à la colère et à l'indignation que suscite le drame du Darfour.

Retrouver l'ensemble de l'article dans la rubrique revue de presse du site
www.sauverledarfour.org

Pourquoi avoir créer un comité Sauver Le Darfour, SLD Carpentras ?

« En fait, ce n'est pas très compliqué. Songez donc à ce mot ; Génocide. Ce mot, cet unique mot, est la raison de mon engagement.

Comment peut-on rester indifférent face à cela ? Je suis scandalisée d'entendre certains discours de personnes qui disent ne pas avoir le temps de se consacrer à cette cause. C'est un GENOCIDE ! Faut-il rajouter quelque chose ?

Je n'arrive pas à réaliser que cela ait pu se produire par le passé avec les Juifs, ou encore au Rwanda. Aucun génocide n'est compréhensible, c'est inhumain. Aucun mot ne peut qualifier cela en réalité. Mais j'arrive encore moins à comprendre comment on peut laisser les erreurs du passé se répéter inlassablement. Combien de morts faudra-t-il encore pour qu'on agisse ?

Surtout, comment peut-on encore tergiverser sur le fait qu'il s'agisse d'un génocide ou non ? Effectivement, il plane dans mon esprit une grande incompréhension face à cette indifférence.

Un génocide, il ne devrait pas y avoir besoin d'en dire plus pour sensibiliser quelqu'un ! Pourtant, ce n'est pas le cas : la non-information y est pour beaucoup, le manque d'intérêt aussi. Bref, selon moi il faudrait être "fou" pour pouvoir ignorer de telles atrocités.

Je regarde les vidéos du Darfour, lis les communiqués, et je me demande mais qu'est ce que je peux faire ?



Quelque chose doit être possible, mais comment ? Et c'est là que je lis la possibilité de créer un comité, c'est sans hésiter. Peut-être n'est ce pas grand chose, mais c'est comme pour tout, si chacun faisait quelque chose, on avancerait beaucoup plus vite. Imaginez seulement vous en parlez à une personne, qui en parle à une autre... La non-information ne sera plus une excuse. Plus on sera nombreux, plus on pourra mettre une pression importante aux « gens bien placés ». J'entends par là le gouvernement, qui s'indigne mais ne fait pas grand chose au final.

Alors qu'attendons-nous ? »

Audrey, Présidente de [Sauver Le Darfour, SLD Carpentras](#)

**VOUS HABITEZ CARPENTRAS, VOUS AUSSI VOUS VOULEZ AGIR
POUR LE DARFOUR :**

contactez Audrey : contact@sauverledarfour.org

Mobilisation des décideurs politiques français

En pleine période d'élaboration programmatique et de désignation de candidats à la plus haute fonction de notre pays, l'association *Sauver Le Darfour*, SLD demande à l'ensemble des candidats :

Si vous êtes élu(e)s que comptez-vous faire pour le Darfour ?



A travers l'interpellation de Madame Ségolène Royal et de Monsieur Nicolas Sarkozy c'est bien l'ensemble de la classe politique qui est interrogée sur son programme d'action pour le Darfour et la démocratisation du Soudan.

Face à l'ampleur du premier génocide du XXI^{ème} siècle, l'association ***Sauver Le Darfour, SLD*** invite l'ensemble des candidats à proposer : **que la France prenne l'initiative du vote d'une résolution de l'ONU organisant le déploiement d'une force de protection des civils du Darfour.**

Cette force d'interposition aidera à la paix ainsi qu'à la stabilité du Soudan et de la région.

Sauver Le Darfour invite également l'ensemble des citoyens à **créer des comités locaux pour le Darfour** afin de mettre au cœur du débat sur les questions internationales : le conflit du Darfour.

Les premières réponses :

*** Samedi 23 septembre 2006 : madame Martine Aubry (ancien ministre) a accepté de soutenir la proposition de résolution onusienne de l'association *Sauver Le Darfour, SLD.***

*** Jeudi 28 septembre 2006 : « rénover maintenant » (courant animé par le Député Arnaud Montebourg) a exprimé son soutien à l'appel de notre association et a appelé tous ses membres et sympathisants à signer notre appel.**

De nombreux élus locaux et citoyens ont d'ors et déjà décidé de se joindre à *Sauver Le Darfour, SLD.*

L'association *Sauver Le Darfour* s'engage à continuer tout au long de la campagne présidentielle à demander aux candidats de soutenir notre résolution pour arrêter les massacres au Darfour.

Retrouvez le Chat du Président de *Sauver Le Darfour, SLD* sur :

<http://www.20minutes.fr> et <http://www.sauverledarfour.org>